

CMD 26-M15 – Mémoire du personnel de la CCSN

Mise à jour sur le Programme des fonctionnaires désignés à l'intention de la Commission : 2025

Classification	NON CLASSIFIÉ
Type de CMD	Original
Numéro de CMD	26-M15
CMD(s) de référence	S. O.
Type de rapport	Information
Date de la réunion publique	27 et 28 mai 2026
Liens Word dans SharePoint	CMD 26-M15 - CNSC Staff Submission - 2025 DO Program Update to the Commission – EN CMD 26-M15 - Mémoire du personnel de la CCSN - Mise à jour sur le Programme des fonctionnaires désignés à l'intention de la Commission - 2025 – FR
Liens PDF dans SharePoint	CMD 26-M15 - CNSC Staff Submission - 2025 DO Program Update to the Commission – EN CMD 26-M15 - Mémoire du personnel de la CCSN - Mise à jour sur le Programme des fonctionnaires désignés à l'intention de la Commission - 2025 – FR
Résumé	Le présent CMD vise à fournir à la Commission une mise à jour sur le Programme des fonctionnaires désignés de la CCSN pour l'année civile 2025.
Mesures requises	Aucune mesure n'est requise de la Commission. Ce CMD est fourni à titre d'information seulement.

Mise à jour 2025 sur le Programme des fonctionnaires désignés à l'intention de la Commission

Signé par :

Document original en anglais signé le 11 mai 2026

ID du document : 9OPD8KXEJ3B7-728654196-175

Candace Salmon

Registraire de la Commission, Greffe de la Commission

Mise à jour 2025 sur le Programme des fonctionnaires désignés à l'intention de la Commission

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Table des matières

Reconnaissance des droits territoriaux	1
Résumé en langage clair	1
1 Aperçu	2
1.1 Contexte	2
1.2 Points saillants.....	3
2 Programme des fonctionnaires désignés de la CCSN	4
2.1 Introduction.....	4
2.2 Pouvoirs des FD	4
2.3 Postes des FD	5
2.4 Aperçu du Programme des FD	6
3 Décisions des fonctionnaires désignés – 2025	8
3.1 Tous les pouvoirs exercés par les FD en 2025.....	8
3.2 Décisions des FD qui doivent faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN.....	10
4 Mises à jour et améliorations du Programme des FD	12
4.1 Mises à jour sur la formation	12
4.2 Forum de la communauté des FD	12
4.3 Améliorations au Programme des FD	12
5 Domaine d'intérêt – Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation	13
5.1 Survol de la Division	13
5.2 Résumé des postes et décisions des FD de la DNPCE	13
5.3 Défis et occasions actuels	16
5.4 Conclusions à l'égard des décisions des FD de la DNPCE.....	19
6 Conclusions générales	20
7 Références	21
8 Liste des acronymes	22
Annexe A : Postes et pouvoirs des fonctionnaires désignés de la CCSN	23

Annexe B : Composantes du Programme des fonctionnaires désignés	24
Annexe C : Pouvoirs exercés par les FD en 2025	25
Annexe D : Décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport à la Commission - 2025.....	30
Annexe E : Forum de la Communauté des FD de 2025 – Ordre du jour	35

Reconnaissance des droits territoriaux

Nous tenons à reconnaître que les activités, les permis et les titulaires de permis qui font l'objet du présent CMD se trouvent à l'intérieur ou à proximité des territoires traditionnels et visés par des traités de nombreuses Nations et communautés autochtones partout au Canada.

Résumé en langage clair

Le présent CMD fournit de l'information sur le Programme des fonctionnaires désignés (FD) pour l'année civile 2025. Il inclut les renseignements suivants :

- un aperçu du Programme des FD ainsi que des postes et pouvoirs des FD;
- les modifications apportées aux postes et pouvoirs des FD en 2025;
- un résumé de tous les pouvoirs des FD exercés en 2025 et des décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport en vertu du paragraphe 37(5) de la [Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires](#) (LSRN);
- les renseignements sur les activités du Programme des FD, comme la formation des FD, le Forum de la communauté des FD et les améliorations au Programme des FD;
- les points saillants sur les fonctions des FD qui sont propres à la Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation (DNPCE).

Les FD demeurent un élément essentiel du cadre de réglementation de la CCSN. L'examen annuel des fonctions des FD par le personnel de la CCSN aide à s'assurer que les décisions des FD continuent d'être prises de façon sécuritaire, en préservant la santé et la sécurité des personnes, en protégeant l'environnement et en respectant les obligations internationales que le Canada a assumées.

En 2025, il y a eu 5 changements de personnel au sein des postes désignés. Aucune modification n'a été apportée aux pouvoirs ou aux postes des FD en 2025.

En tout, les FD ont rendu 4 277 décisions, dont 95 devant faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN.

Le présent rapport, ainsi que les notes d'information trimestrielles à la Commission sur les décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport, satisfait aux exigences en matière de production de rapports à l'intention de la Commission.

D'après les renseignements examinés, le personnel de la CCSN conclut que le programme des FD repose sur une base solide et qu'il atteint efficacement ses objectifs. Dans son rapport, la [mission du Service international d'examen de la réglementation](#) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a reconnu que le Programme des FD de la CCSN est robuste, efficace et efficient.

Ce CMD est fourni à titre d'information seulement. Aucune mesure n'est requise de la Commission.

Le public peut obtenir sur demande les documents cités en référence dans le présent CMD, sous réserve des considérations de confidentialité.

1 Aperçu

1.1 Contexte

Les mises à jour sur le Programme des FD sont présentées à la Commission chaque année depuis 2016, suivant la première mise à jour du programme pour l'année civile 2015. Depuis, les mises à jour ont évolué et se sont améliorées pour mieux répondre aux attentes des commissaires.

Les mises à jour du Programme des FD visent principalement à faire rapport à la Commission des pouvoirs exercés par les FD. Elles donnent également un aperçu des postes et des pouvoirs des FD ainsi que de l'état du Programme des FD. Les mises à jour sur le Programme des FD sont fournies à titre d'information seulement.

À la suite de la mise à jour sur le Programme des FD de 2020, la Commission a demandé des renseignements supplémentaires sur la façon dont les différents FD exercent leurs pouvoirs. Depuis, les rapports sur le Programme des FD comprennent aussi des renseignements visant les FD de la Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation (DNPCE), de la Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement (DPSNAR), de la Division de l'accréditation du personnel (DAP) et de la Division des installations de catégorie II et des accélérateurs (DICA).

La présente mise à jour sur le Programme des FD fournit des renseignements pour l'année civile 2025 et fait rapport de tous les pouvoirs exercés par les FD en 2025, y compris les décisions des FD qui doivent faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN.

Pour satisfaire aux exigences en matière de production de rapports et obtenir des renseignements sur les activités des FD, tous les FD ont soumis pour l'année civile 2025 des renseignements qui comprenaient ce qui suit :

- tous les pouvoirs de FD qu'ils ont exercés;
- les renseignements sur les décisions devant faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN;
- les renseignements relatifs aux ordres des FD ayant fait l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(6) de la LSRN;
- les renseignements liés à l'imposition de sanctions administratives pécuniaires (SAP) en vertu de l'article 65.05 de la LSRN.

Le présent CMD regroupe les renseignements obtenus des FD sur les décisions qu'ils ont rendues en 2025 et présente des mises à jour et des points saillants sur les décisions des FD présentant un plus grand intérêt.

De plus, la présente mise à jour sur le Programme des FD fournit des renseignements sur les postes et les pouvoirs des FD de l'ensemble de la CCSN ainsi que sur les activités du Programme des FD. On y présente également les points saillants sur les fonctions uniques exercées par les FD de la DNPCE, à la Direction de la sécurité et des garanties (DSG), et sur les décisions qu'ils ont rendues en 2025.

1.2 Points saillants

- Le présent CMD, ainsi que les notes d'information trimestrielles présentées à la Commission sur les décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport, satisfait à l'exigence du paragraphe 37(5) de la LSRN selon laquelle certaines décisions des FD doivent faire l'objet d'un rapport et fournit des renseignements sur tous les pouvoirs exercés par les FD au cours de l'année civile 2025.
- Au total, 4 277 décisions ont été rendues par des FD, dont 95 devaient faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN.
- Les FD ont rendu 4 235 décisions en matière de permis et de certificats, ce qui représente 99 % du nombre total des décisions rendues.
- Les FD de la Direction de la réglementation des substances nucléaires (DRSN) ont rendu le plus grand nombre de décisions, soit 2 545 en tout, ce qui représente 60 % du nombre total de décisions rendues.
- La CCSN compte actuellement 37 postes assortis de pouvoirs de FD.
- En 2025, il y a eu 5 changements de personnel au sein des postes désignés. Aucun changement n'a été apporté au nombre de postes ou aux fonctions des postes de FD existants désignés par la Commission, et aucun changement n'a été apporté aux pouvoirs des FD.
- Une formation efficace et en temps opportun est offerte aux nouveaux FD. Les FD qui transfèrent dans un poste ayant des pouvoirs différents et ceux qui ont besoin d'une formation de recyclage conformément aux exigences du Programme des FD reçoivent également une formation en temps opportun.
- Les forums de la communauté des FD demeurent pertinents et avantageux pour les FD.
- L'amélioration continue et la participation active des FD demeurent essentielles à la réussite du Programme des FD.
- L'examen annuel des fonctions des FD par le personnel de la CCSN aide à s'assurer que les décisions des FD continuent d'être prises de façon sécuritaire, en préservant la santé et la sécurité des personnes, en protégeant l'environnement et en respectant les obligations internationales que le Canada a assumées.
- La mise à jour de 2025 à l'intention de la Commission met l'accent sur les FD de la DNPCE et confirme que ces derniers, avec l'appui de membres du personnel ayant une expertise diversifiée et d'une solide collaboration internationale, veillent de manière efficace et efficiente à ce que les obligations et les engagements internationaux du Canada soient respectés et à ce que la CCSN continue de permettre le commerce légitime d'articles nucléaires contrôlés et à double usage dans le secteur nucléaire à des fins pacifiques.

2 Programme des fonctionnaires désignés de la CCSN

La présente section donne un aperçu des postes et des pouvoirs des FD, accompagnée de la mise à jour de 2025, et décrit le Programme des FD.

2.1 Introduction

Depuis l'entrée en vigueur de la LSRN en 2000, les FD représentent un élément essentiel du cadre de réglementation de la CCSN.

En vertu du paragraphe 37(1) de la LSRN, la Commission peut désigner toute personne qu'elle estime qualifiée pour remplir les fonctions de FD. Les FD de la CCSN sont désignés par « désignation de poste » ou par « poste »¹.

De plus, en vertu du paragraphe 37(2) et de l'alinéa 65.01b) de la LSRN, la Commission peut autoriser un FD à exercer des pouvoirs particuliers².

Les FD peuvent exercer leurs pouvoirs désignés une fois qu'ils sont nommés pour une période indéterminée à des postes qui sont autorisés par la Commission à recevoir de tels pouvoirs. Les pouvoirs des FD ne sont pas transférables. Seule la Commission peut désigner des personnes pour exercer les pouvoirs d'un FD.

Les FD reçoivent des certificats de désignation personnalisés qui énoncent le poste du FD, les fonctions que le FD est autorisé à exercer et les dates de validité du certificat. Les certificats des FD sont signés par le président.

L'Annexe A, *Postes et pouvoirs des fonctionnaires désignés de la CCSN*, dresse la liste maîtresse des postes de FD ainsi que les pouvoirs correspondants, conformément à ce que la Commission a autorisé en avril 2024.

2.2 Pouvoirs des FD

Les fonctions qu'un FD peut être autorisé à exercer sont énumérées ci-dessous et sont tirées de la LSRN :

- 37(2)a) : homologuer l'équipement réglementé pour l'application de la présente loi ou en annuler l'homologation;
- 37(2)b) : accréditer les personnes visées à l'alinéa 44(1)k) pour accomplir leurs fonctions, ou retirer leur accréditation;
- 37(2)c) : délivrer les licences ou les permis qui relèvent de catégories établies par la Commission, sur demande faite conformément au paragraphe 24(2);
- 37(2)d) : renouveler, suspendre en tout ou en partie, modifier, révoquer ou remplacer, ou autoriser le transfert de, sur réception d'une demande visée au paragraphe 24(2), une licence ou un permis d'une catégorie établie par la Commission;
- 37(2)e) : désigner, à titre d'analyste ou d'inspecteur, toute personne qu'il estime qualifiée au titre de l'article 28 ou du paragraphe 29(1);
- 37(2)f) : donner les ordres qu'un inspecteur peut donner en vertu des paragraphes 35(1) ou (2);

¹ La section 2.3 du présent CMD fournit des renseignements supplémentaires sur les postes de FD.

² La section 2.2 du présent CMD fournit des renseignements supplémentaires sur les pouvoirs des FD.

- 37(2)g) : confirmer, modifier, annuler ou remplacer un ordre donné par un inspecteur;
- 37(2)h) : autoriser le retour au travail des personnes ayant reçu ou pouvant avoir reçu une dose de rayonnement supérieure à la limite réglementaire.
- 65.05 : L'agent verbalisateur qui a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise peut dresser un procès-verbal qu'il fait signifier au prétendu auteur de la violation (émettre des avis de violation).

Les FD sont autorisés par la Commission à effectuer des tâches précises et à prendre certains types de décisions³ de manière indépendante. Les décisions sont exécutoires, qu'elles soient rendues par un fonctionnaire désigné ou par la Commission.

Les FD rendent plus de 95 % des décisions en matière de permis de la CCSN. Ces décisions comprennent généralement les permis de faible risque concernant des substances nucléaires et des appareils à rayonnement, les permis d'importation et d'exportation et les permis visant des installations moins complexes.

Les décisions d'autorisation visant les grandes installations nucléaires, y compris les installations de catégorie I et IB ainsi que les mines et usines de concentration d'uranium, sont prises par la Commission.

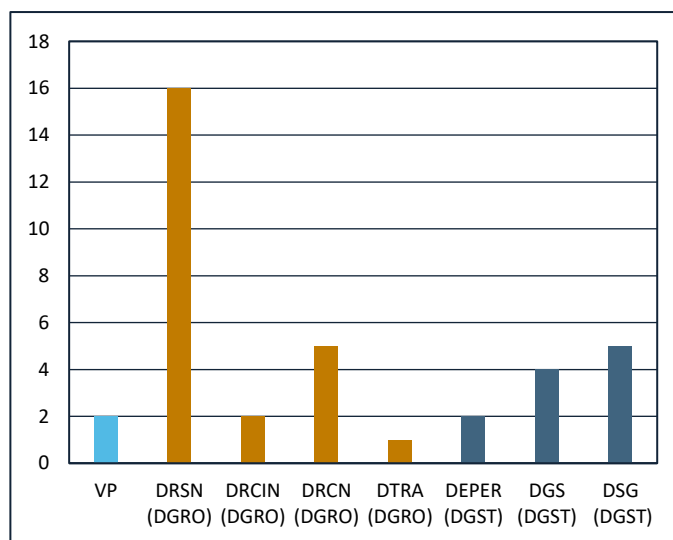
Aucune modification n'a été apportée aux pouvoirs des FD en 2025.

2.3 Postes des FD

La CCSN compte actuellement 37 postes assortis de pouvoirs de FD. Au moment de la préparation du présent CMD, un poste de FD était vacant.

La répartition des postes de FD au sein de la Direction générale de la réglementation des opérations (DGRO) et de la Direction générale du soutien technique (DGST) est présentée dans le Diagramme 1 ci-dessous.

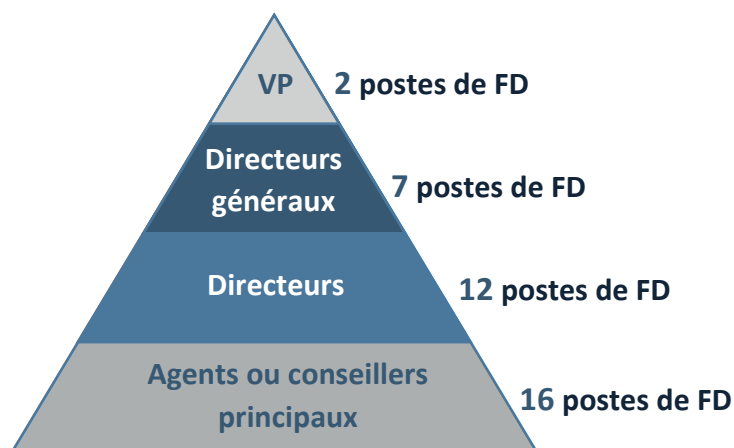
Diagramme 1. Nombre de postes de FD par direction⁴



³ Voir la LRSN, article 37.

⁴ La section 8 du présent CMD explique les acronymes de ce diagramme.

La portée des pouvoirs d'un FD reflète les responsabilités opérationnelles du poste désigné. Comme il est indiqué à l'Annexe A et illustré dans le graphique de droite, les FD occupant des postes aux échelons supérieurs – comme ceux de directeur général (DG) – ont plus de pouvoirs que les FD occupant des postes aux échelons inférieurs, comme les agents ou conseillers principaux. Le premier vice-président et chef de la réglementation des opérations (PVP-CRO) de la DGRO et le vice-



président et conseiller scientifique principal (VP-CSP) de la DGST détiennent l'ensemble des pouvoirs de FD pour leur direction générale respective. Cette répartition « pyramidale » des pouvoirs des FD assure la continuité des activités. Si un FD n'est pas en mesure d'exercer ses pouvoirs, un FD à un niveau supérieur de la même direction, ou encore le VP-CRO ou le VP-CSP, pourrait exercer ces pouvoirs.

Cette continuité est particulièrement importante parce que, bien que la Commission désigne les postes de FD, elle autorise également les personnes occupant ces postes, nommément, à exercer les pouvoirs de FD prévus par la LSRN. De plus, les FD prennent des décisions en fonction du mandat et de l'expertise de leur direction ou division. Par conséquent, les pouvoirs des FD ne sont pas transférables entre les membres du personnel de la CCSN.

En 2025, aucun changement n'a été apporté aux postes de FD. Il y a eu 5 changements de personnel visant des postes désignés aux niveaux du personnel principal, des directeurs et des DG en raison de changements d'emploi au sein à la DRSN, à la DRCIN et à la Direction de la gestion de sûreté (DGS).

2.4 Aperçu du Programme des FD

La CCSN a créé le Programme des FD pour appuyer les FD et la Commission. Le Greffe de la Commission est responsable de la mise en œuvre du Programme des FD.

Le Programme des FD de la CCSN offre aux FD de la formation, de l'aide, des outils et des ressources pour les aider à prendre des décisions indépendantes, efficaces, cohérentes et transparentes.

Il appuie aussi les FD et la Commission des façons suivantes :

- superviser la délivrance des certificats aux FD;
- gérer l'approbation par la Commission des modifications apportées aux postes et pouvoirs des FD;
- assurer la conformité avec les obligations en matière de rapports sur les décisions prises par les FD à l'intention de la Commission en fournissant des mises à jour annuelles et des notes d'information trimestrielles sur le Programme des FD.

L'Annexe B du présent CMD fournit des renseignements supplémentaires sur les activités du Programme des FD.

Le Greffe de la Commission tient à jour les dossiers du Programme des FD, notamment :

- la liste des postes désignés par la Commission;
- les pouvoirs que la Commission a autorisé les FD à exercer;
- l'état de la certification et de la formation des FD.

3 Décisions des fonctionnaires désignés – 2025

La présente section donne un aperçu de tous les pouvoirs exercés par les FD de la CCSN en 2025 et des décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN.

3.1 Tous les pouvoirs exercés par les FD en 2025

3.1.1 Introduction

La présente section résume les pouvoirs des FD exercés en vertu du paragraphe 37(2) et de l'article 65.05 de la LSRN. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de faire rapport de toutes les décisions des FD en vertu de la LSRN, ces renseignements sont fournis pour que la Commission soit informée des pouvoirs exercés par les FD de la CCSN en matière d'autorisation, d'accréditation, d'homologation, de conformité et d'autres activités de réglementation.

Le Tableau 1 donne un aperçu des pouvoirs exercés par les FD en 2025. Des renseignements supplémentaires sont fournis à l'Annexe C, y compris les pouvoirs particuliers exercés par les FD dans chaque direction, les tendances historiques et des renseignements sur des décisions notables, comme les SAP et les ordres des FD.

Tableau 1 : Pouvoirs exercés par les FD en 2025

Titre du poste ou de la division	Pouvoirs des fonctionnaires désignés exercés sous la LSRN 37(2) et 65.05								
	37(2)								65.05
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	
Premier(ère) VP de Direction générale de la réglementation des opérations et cheff(e) de la réglementation des opérations				2	2		2		6
Directeur(trice) général(e), Direction de la réglementation des substances nucléaires					6	1	7		16
Division des installations de catégorie II et des accélérateurs		32	40	206					278
Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement			289	1822					2111
Division des autorisations de transport et du soutien stratégique	75		59	6					140
Division de l'inspection des activités autorisées									0
Directeur(trice) général(e), Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires				2	8		1		11
Division du programme de réglementation des laboratoires nucléaires canadiens									0
Directeur(trice) général(e), Direction de la réglementation des centrales nucléaires					5				6
Directeur(trice) général(e), Direction des technologies de réacteurs avancés									0
VP de Direction générale du soutien technique et conseiller(ère) scientifique principal(e)									0
Directeur(trice) général(e), Direction de l'évaluation et de la protection environnementales et radiologiques				4	2				6
Division de la radioprotection								1	1
Directeur(trice) général(e), Direction de la gestion de la sûreté		49							49
Division de l'accréditation du personnel		455							455
Directeur(trice) général(e), Direction de la sécurité et des garanties					4				4
Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation			758	436					1194
Total	75	536	1146	2478	27	1	10	1	4277

Remarques :

- Chaque colonne représente une fonction différente des FD, telle que définie par la LSRN, et chaque ligne représente un poste différent ou les FD au sein d'une division.
- Les cellules vertes représentent les fonctions autorisées.
- Les cellules grises représentent les fonctions qui ne sont pas autorisées.
- Les cellules blanches indiquent le nombre de fois qu'une fonction autorisée précise a été exercée en 2025.
- Les cellules bleues fournissent un total pour la ligne ou la colonne applicable.

3.1.2 Résumé des pouvoirs exercés par les FD

En tout, les FD ont exercé leurs pouvoirs à 4 277 reprises en 2025. La majorité des décisions des FD ont été prises dans 2 divisions : la Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement (DPSNAR) (2 110) et la DNPCE (1 194).

Les 3 pouvoirs les plus souvent exercés ont été les suivants :

- 2 478 renouvellements, modifications, révocations ou transferts de permis en vertu de l'alinéa 37(2)d);
- 1 146 délivrances de permis, comme un permis d'importation ou d'exportation, en vertu de l'alinéa 37(2)c);
- 536 accréditations de personnes, comme les responsables de la radioprotection, en vertu de l'alinéa 37(2)b).

Voici d'autres décisions rendues par les FD :

- 75 homologations d'équipement réglementé, en vertu de l'alinéa 37(2)a);
- 27 désignations à titre d'inspecteur, en vertu de l'alinéa 37(2)e);
- 1 ordre d'un FD, en vertu de l'alinéa 37(2)f);
- 10 confirmations d'ordres donnés par des inspecteurs en vertu de l'alinéa 37(2)g);
- 1 autorisation de retourner au travail, en vertu de l'alinéa 37(2)h);
- 3 sanctions administratives pécuniaires (SAP), en vertu de l'article 65.05.

Sur les 3 SAP imposées en 2025, 2 ont été révisées par la Commission à la suite de demandes formulées par les titulaires de permis, soit les SAP n^{os} 2025-AMP-02 et 2025-AMP-03. Pour la SAP n^o 2025-AMP-02, la Commission a établi que le montant de la pénalité était conforme au Règlement sur les SAP et a maintenu la pondération pour chacun des 7 facteurs. En ce qui concerne la SAP n^o 2025-AMP-03, la Commission a établi que la violation avait été commise et que le montant de la pénalité était conforme au Règlement sur les SAP. Les pénalités pour les 3 SAP ont été payées.

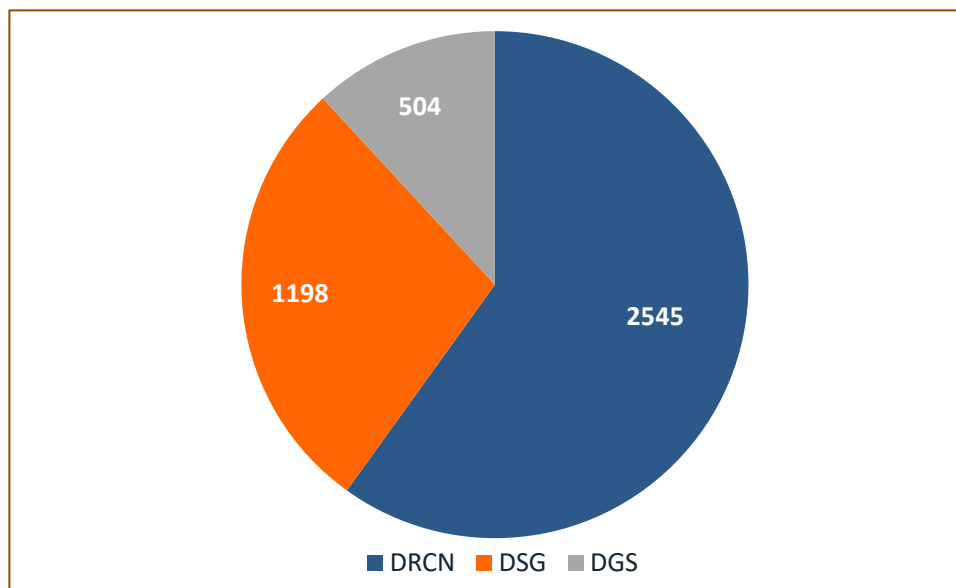
Un seul ordre d'un FD a fait l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(6) de la LSRN. La Commission a remplacé l'ordre du FD par l'ordonnance de la Commission 25-01, laquelle exigeait que le titulaire de permis se conforme à l'ordonnance dans les délais prescrits ou immédiatement, dans le cas où aucune date n'était indiquée pour une condition particulière. De plus, la Commission a demandé au personnel de la CCSN de procéder à une inspection du titulaire de permis en mai 2025 pour vérifier sa conformité et son rendement. Les conditions de l'ordonnance ont été remplies en juillet 2025.

Le site Web externe de la CCSN comprend une page complète sur les [mesures réglementaires](#), laquelle fournit au public des renseignements sur les SAP signifiées et les ordres donnés.

Le Diagramme 2 fournit des renseignements sur le nombre de pouvoirs exercés par les FD des 3 directions qui ont rendu le plus de décisions de FD en 2025, soit la DRSN, la DSG et la DGS. Les FD des 4 autres directions ayant des pouvoirs de FD, ainsi que le PVP-CRO de la DGRO, ont collectivement exercé 30 pouvoirs. Le nombre de postes de FD dépend non seulement du nombre de décisions rendues par les FD, mais aussi de l'expertise unique de chaque direction. Les pouvoirs particuliers sont énumérés au paragraphe 37(2) de la LSRN et reflètent l'expertise unique du personnel de chaque direction. Par exemple, le directeur de la

Division de la radioprotection a un seul pouvoir, celui de décider du retour au travail. Ce FD pourrait ne prendre aucune décision de FD au cours d'une année donnée, mais la Commission a jugé que ce poste de FD était nécessaire. Ce sont les domaines de spécialité de chaque direction, et pas nécessairement le nombre de pouvoirs attendus, qui déterminent les besoins en matière de FD.

Diagramme 2 – Nombre de fois où les directions ont exercé leurs pouvoirs de FD et affiché le plus grand nombre de décisions en 2025



3.2 Décisions des FD qui doivent faire l'objet d'un rapport à la Commission en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN

En vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN, certaines décisions des FD doivent faire l'objet d'un rapport à la Commission. Ces décisions portent sur des questions importantes sur le plan de la sûreté ou ont une incidence substantielle sur le promoteur et comprennent ce qui suit⁵ :

- 37(5)a) : tout refus de délivrance, de renouvellement, de suspension, de modification, de révocation, de remplacement ou d'autorisation de transfert d'une licence ou d'un permis;
- 37(5)b) : la délivrance d'une licence ou d'un permis dans le cas où, à titre de condition de la licence ou du permis, il oblige l'auteur de la demande à fournir la garantie financière visée au paragraphe 24(5);
- 37(5)c) : tout renouvellement d'une licence ou d'un permis lorsque les conditions en sont modifiées ou toute suspension, modification, révocation ou remplacement de ceux-ci, sauf si la demande est faite par le titulaire du permis ou de la licence ou avec son consentement;
- 37(5)d) : la confirmation, la modification, l'annulation ou le remplacement d'un ordre donné par un inspecteur.

⁵ Dans le cas des décisions des FD qui doivent faire l'objet d'un rapport en vertu des alinéas 37(5)a), c) et d), les FD ont offert au titulaire de permis ou au demandeur la possibilité d'être entendu.

Le Greffe de la Commission fournit à la Commission des renseignements opportuns sur les décisions devant faire l'objet d'un rapport au moyen de notes d'information trimestrielles. À l'heure actuelle, les décisions des FD qui doivent faire l'objet d'un rapport en vertu de l'alinéa 37(5)b) – nouveaux permis avec garanties financières – ne sont pas incluses dans ces notes d'information trimestrielles. En plus des notes d'information trimestrielles, le présent CMD satisfait aux exigences relatives à la production de rapport sur toutes les décisions des FD rendues en 2025.

Les FD ont rendu 95 décisions devant faire l'objet d'un rapport à la Commission en 2025. Plus précisément,

- un FD de la DRSN a refusé de modifier un permis au motif que, en ce qui concerne le paragraphe 24(4) de la LSRN, le titulaire de permis n'avait pas démontré qu'il était compétent pour exercer l'activité autorisée pour laquelle il avait présenté une demande (alinéa 37(5)a) de la LSRN);
- les FD de la DRSN ont délivré 84 permis assortis d'une garantie financière (alinéa 37(5)b) de la LSRN);
- les FD ont rendu 10 décisions sur des ordres donnés par des inspecteurs :
 - les FD de la DRSN ont modifié 1 ordre et confirmé 6 ordres donnés par des inspecteurs (alinéa 37(5)d) de la LSRN),
 - le PVP-CRO de la DGRO a modifié 1 ordre et confirmé 1 ordre, tous deux donnés par des inspecteurs (alinéa 37(5)d) de la LSRN),
 - un FD de la DRCIN a modifié 1 ordre donné par un inspecteur (alinéa 37(5)d) de la LSRN).

Les FD n'ont rendu aucune décision en vertu de l'alinéa 37(5)c) de la LSRN.

Les FD ont offert l'occasion d'être entendu aux titulaires de permis ou demandeurs pour les 11 décisions devant faire l'objet d'un rapport en vertu des alinéas 37(5)a) et 37(5)d), comme l'exige la LSRN. Dans 4 de ces cas, les titulaires de permis ou demandeurs ont exercé leur droit d'être entendu, et des séances ont eu lieu.

Sur les 10 ordres donnés par des inspecteurs qui ont été confirmés ou modifiés par les FD, un ordre était encore ouvert au moment de la préparation du présent CMD. Cet ordre devrait être clos en 2026.

De plus amples renseignements sur ces décisions des FD sont disponibles à l'Annexe D.

4 Mises à jour et améliorations du Programme des FD

4.1 Mises à jour sur la formation

En 2025, il y a eu 5 changements de personnel visant des postes ayant des pouvoirs de FD et 2 cas pour lesquels une formation de recyclage sur le Programme des FD a été recommandée. Suivant ces modifications, une formation pertinente et en temps opportun a été offerte aux titulaires concernés par l'entremise du Programme des FD. La formation offerte dans le cadre du Programme des FD est décrite à l'Annexe B du présent CMD.

4.2 Forum de la communauté des FD

Les forums de la communauté des FD sont l'une des principales activités découlant du Programme des FD. Les forums ont lieu depuis 2018 et permettent aux FD de partager leurs connaissances et leur expérience, de renforcer davantage leurs relations au sein de la communauté et d'obtenir des renseignements à jour sur les outils et l'aide qui leur sont offerts.

Le 8^e Forum de la communauté des FD a eu lieu virtuellement le 4 septembre 2025. Lors de ce forum, la Direction générale des affaires juridiques et de la Commission a présenté des perspectives juridiques et les processus du Greffe concernant les rôles et responsabilités liés à la désignation et à la certification des FD, les rapports présentés à la Commission et les décisions rendues par les FD devant faire l'objet d'un rapport à la Commission ou renvoyées à celle-ci. De plus, 2 études de cas ont permis aux FD de discuter des approches, des défis, des solutions et des leçons apprises relativement à un ordre donné par un FD, à la révocation d'un permis et à la révision par la Commission d'une SAP. L'Annexe E présente l'ordre du jour du Forum.

Dans un sondage mené après le forum, les FD ont appuyé les forums virtuels ou hybrides, souligné la valeur des études de cas et signalé que les forums continuent de créer des occasions positives de promouvoir l'apprentissage collectif, de communiquer leurs expériences et d'échanger des idées.

4.3 Améliorations au Programme des FD

Plusieurs améliorations continues ont été apportées au Programme des FD en 2025, notamment :

- l'élaboration en temps opportun d'une page Web interne mise à niveau pour la communauté des FD;
- des gains d'efficacité à l'échelle de la CCSN pour la préparation et la présentation des rapports annuels sur le Programme des FD;
- une approche optimisée pour la collecte et la vérification des données destinées aux rapports sur le Programme des FD;
- l'amélioration de la cohérence des renseignements présentés aux commissaires;
- la mise à jour de la documentation du Programme des FD.



5 Domaine d'intérêt – Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation

5.1 Survol de la Division

La Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation (DNPCE) est l'une des 4 divisions de la Direction de la sécurité et des garanties (DSG). La DNPCE appuie la mission et le mandat de la CCSN en contribuant à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la tenue à jour des programmes de réglementation et mesures de contrôle qui visent à assurer la conformité du Canada aux obligations et aux engagements internationaux en matière de non-prolifération nucléaire, aux régimes internationaux de contrôle des exportations et des importations et à la politique de non-prolifération nucléaire du Canada. La DNPCE évalue les demandes, délivre des permis d'importation et d'exportation, met en œuvre des mesures de contrôle et veille à la conformité pour ce qui est des importations et exportations de substances, d'équipement et de renseignements (technologies) à caractère nucléaire et à double usage dans le secteur nucléaire, conformément à la politique de non-prolifération nucléaire et aux engagements multilatéraux du Canada, et pour ce qui est de l'exportation de sources radioactives à risque élevé, conformément au *Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives* de l'AIEA (le Code de conduite) et son document complémentaire *Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives* (les Orientations).

Le [Règlement sur le contrôle de l'importation et de l'exportation aux fins de la non-prolifération nucléaire](#) (RCIENN) est le principal règlement qui établit les exigences relatives à la présentation d'une demande et les exemptions à la réglementation. De plus, il définit dans son annexe le statut en matière de contrôle des articles à caractère nucléaire et à double usage dans le secteur nucléaire destinés à l'importation et à l'exportation. La Partie A de l'annexe couvre les substances (A.1), l'équipement (A.2), les composants (A.3) et les renseignements (A.4) à caractère nucléaire qui ont été spécialement conçus ou préparés aux fins d'usage dans le secteur nucléaire. La Partie B porte sur les substances (B.1), l'équipement (B.2) et les renseignements (B.3) à double usage dans le secteur nucléaire qui sont utilisés dans d'autres secteurs, comme la fabrication automobile et diaggraphie des puits de pétrole, mais qui ont également des applications nucléaires.

Par la délivrance de permis, le programme de réglementation de la DNPCE permet de s'assurer que le Canada respecte ses obligations internationales à l'égard de la non-prolifération des armes nucléaires et que les principales dispositions de la politique de non-prolifération nucléaire du Canada sont mises en œuvre. Cela donne l'assurance à la population canadienne et à la communauté internationale que les exportations nucléaires du Canada sont destinées uniquement à des fins pacifiques.

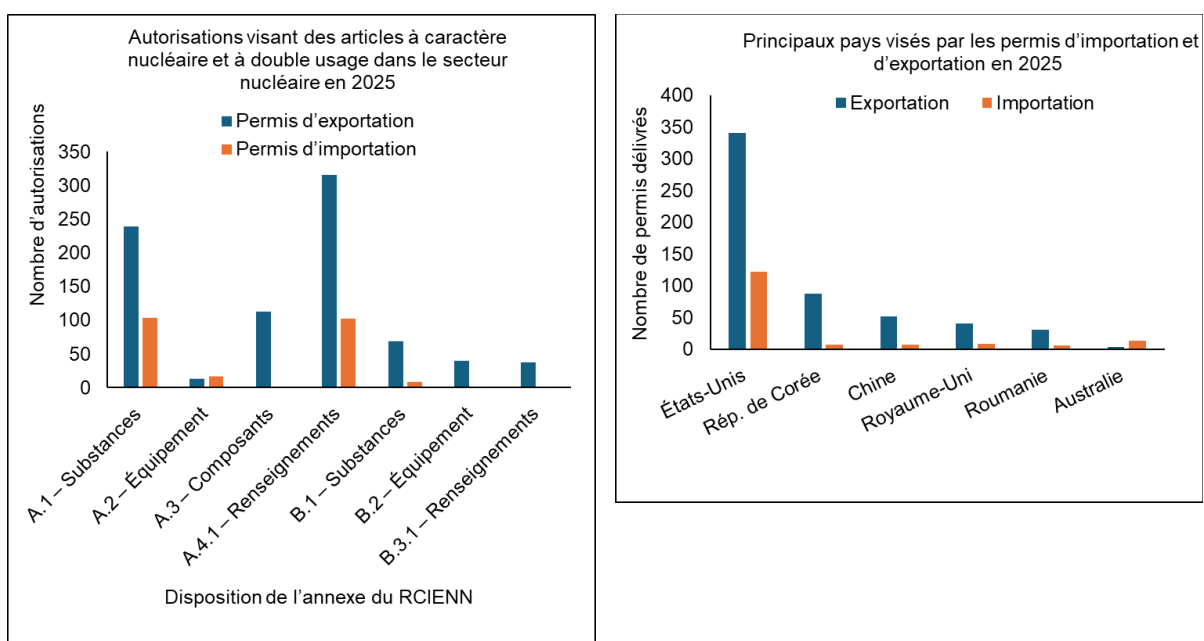
5.2 Résumé des postes et décisions des FD de la DNPCE

La DNPCE compte actuellement 4 postes de FD : 3 conseillers principaux et la directrice de la DNPCE. Tous les FD de la DNPCE ont le pouvoir de délivrer, renouveler, suspendre, révoquer ou remplacer un permis d'importation et d'exportation ou d'en autoriser le transfert (alinéas 37(2)c) et d) de la LSRN).

Les décisions d'autorisation prises par les FD de la DNPCE tiennent compte de la demande du demandeur, de sa conformité aux exigences réglementaires de la CCSN et de ses antécédents en matière de conformité, le cas échéant. En ce qui concerne les articles à caractère nucléaire et à double usage dans le secteur nucléaire, le programme tient également compte des antécédents de l'État importateur en matière de non-prolifération, de l'alignement sur la politique de non-prolifération nucléaire et sur les instruments bilatéraux du Canada, du risque de détournement, de la légitimité de l'utilisation finale et de l'utilisateur final ainsi que de la mesure dans laquelle l'article est utile aux fins d'armement nucléaire. Pour ce qui est de l'exportation de sources scellées à risque élevé, il s'agit notamment de la capacité réglementaire de l'État importateur à garantir la gestion sûre et sécuritaire des sources.

Le refus de délivrer un permis survient rarement, soit environ 2 à 3 fois par année. Toutefois, aucun permis n'a fait l'objet d'un refus en 2025. Cette même année, en vertu des alinéas 37(2)c) et 37(2)d) de la LSRN, la DNPCE a rendu des décisions visant la délivrance de 758 permis ainsi que la modification, la révocation ou le transfert de 436 autres permis. Ces décisions ont autorisé l'importation et l'exportation d'un vaste éventail d'articles à caractère nucléaire et à double usage dans le secteur nucléaire, en provenance ou à destination de plus de 40 pays. Le diagramme 3 ci-dessous indique le nombre d'autorisations accordées par les FD de la DNPCE en 2025, par catégorie d'articles figurant à l'annexe du RCIENN (à gauche) et par principaux pays visés par les permis d'importation et d'exportation en 2025 (à droite). Il convient de noter que certains permis visent plusieurs dispositions du RCIENN et un vaste éventail de volumes d'articles et qu'ils peuvent couvrir plusieurs années. Par conséquent, le nombre d'autorisations ne correspond pas au nombre de décisions des FD et, de même, le nombre d'autorisations par pays ne reflète pas directement le volume des échanges chaque année.

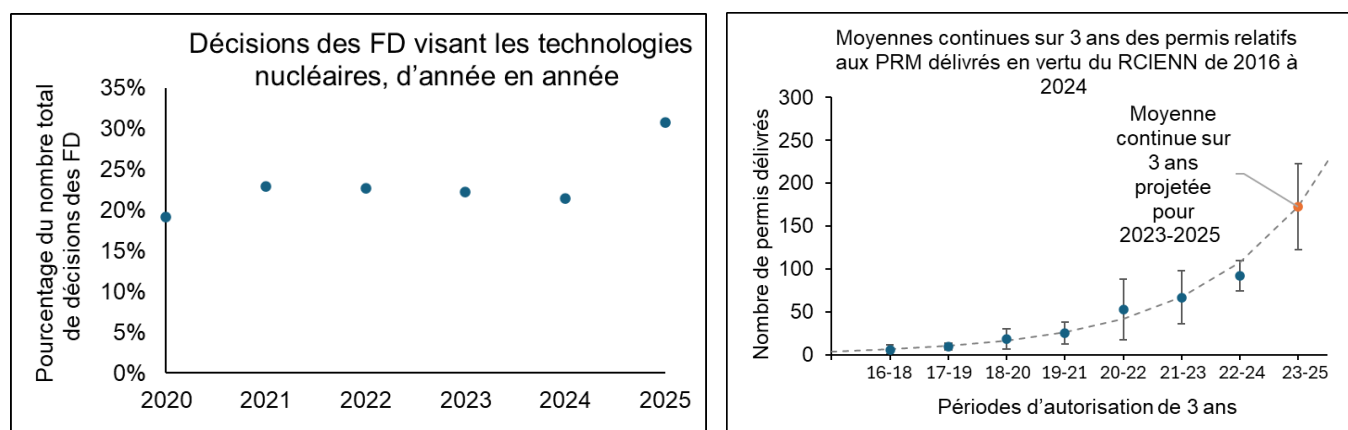
Diagramme 3. Aperçu des autorisations d'exportation et d'importation en 2025



En 2025, comme les années précédentes, les États-Unis (É.-U.) sont demeurés le plus important partenaire commercial, affichant le plus grand nombre d'autorisations d'exportation et d'importation délivrées (diagramme 3, à droite). Les autres grands importateurs et exportateurs comprenaient d'autres nations ayant des réacteurs CANDU et des pays qui participent à la chaîne mondiale d'approvisionnement en combustible nucléaire⁶.

L'un des domaines d'intérêt de la DNPCE est la facilitation des transferts en vue d'appuyer le déploiement de technologies nucléaires au Canada, y compris celles liées aux petits réacteurs modulaires (PRM). Compte tenu des phases actuelles de ces projets, les promoteurs n'ont pas encore commencé à importer un nombre significatif de biens matériels. Au contraire, en 2025 et au cours des années précédentes, un nombre croissant d'autorisations ont été accordées par les FD de la DNPCE aux fins de transferts de technologie. Ces autorisations représentent une part de plus en plus importante des décisions prises dans le cadre du programme d'importation et d'exportation. On peut s'attendre à ce que, au fur et à mesure que les projets de PRM progressent au Canada et à l'étranger, les permis visant des technologies plafonneront, et les transferts concerneront davantage des biens matériels, comme de l'équipement et des matières nucléaires contrôlés. Le diagramme 4 ci-dessous illustre le nombre d'autorisations accordées chaque année par les FD de la DNPCE aux fins d'importation et d'exportation de technologies nucléaires de 2020 à 2025 (à gauche) et présente une analyse des permis d'importation et d'exportation d'articles liés aux PRM, y compris le matériel, l'équipement et la technologie, délivrés par la DNPCE de 2016 à 2024 dans le cadre de son programme de préparation à la réglementation des PRM (à droite).

Diagramme 4. Aperçu des autorisations d'exportation et d'importation de technologies et d'articles liés aux PRM au fil des ans

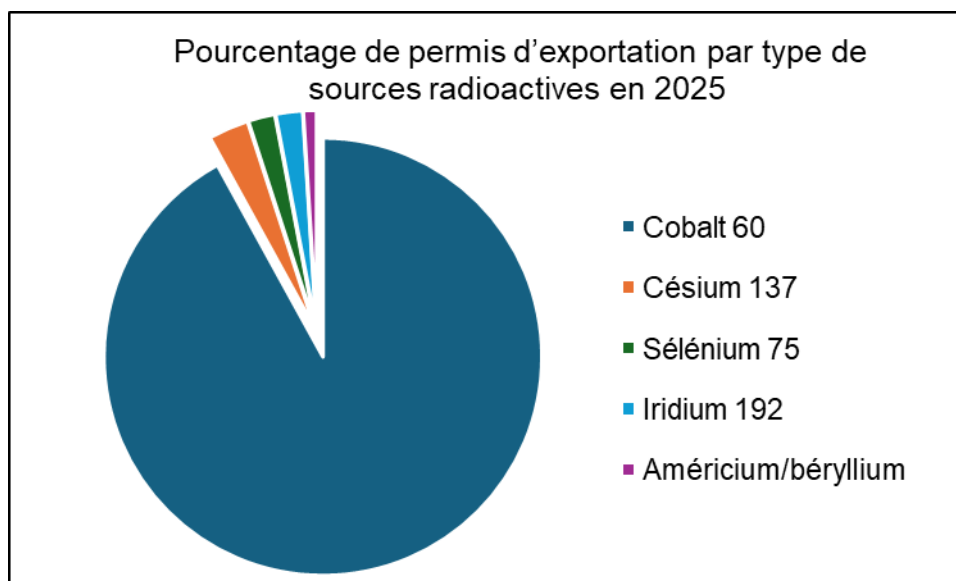


⁶ Services d'approvisionnement en uranium et en combustible, comme la conversion et l'enrichissement.

En 2025, la grande majorité des 150 permis délivrés aux fins d'exportation de sources scellées visaient des applications médicales et l'irradiation industrielle. Les États-Unis demeurent le plus grand importateur de sources canadiennes (57 % des exportations autorisées), suivis de la Chine (9 %) et de l'Australie (4 %). Les exportations restantes ont été partagées entre plusieurs autres pays, l'ensemble des permis ayant visé des destinations finales dans 32 pays différents en tout.

En ce qui concerne les types de sources scellées dont l'exportation est autorisée, le cobalt 60 représente la majorité, soit 92 % des exportations autorisées totales, suivi du césium 137, de l'iridium 192, du sélénium 75 ainsi que de l'américium et du béryllium, comme l'illustre le diagramme 5 ci-dessous.

Diagramme 5. Aperçu du type de sources scellées à risque élevé dont l'exportation a été autorisée en 2025



Les FD de la DNPCE ne délivrent pas de permis d'importation particuliers, car l'autorisation d'importer des sources radioactives est comprise dans les permis d'exploitation ou de possession délivrés par les FD des directions pertinentes de la CCSN ou par la Commission.

5.3 Défis et occasions actuels

Le programme d'autorisation de la DNPCE gère un grand nombre de demandes, et la complexité des décisions d'autorisation que doivent rendre les FD varie considérablement. Le secteur canadien est en constante évolution, et les entités canadiennes participent activement à des projets dans des pays dont les capacités nucléaires sont établies et émergentes. Le programme d'importation et d'exportation s'adapte à l'évolution des contextes nationaux et internationaux, et des mesures proactives sont prises pour relever les nouveaux défis.

Défis liés aux décisions des FD de la DNPCE en 2025	
Défi : Le volume de demandes augmente en raison de la croissance des secteurs canadien et international et de la collaboration internationale accrue	
<p>Occasion : Appuyer la priorité 1, <i>Surveillance</i> et la mesure 2, <i>Efficiency</i> du plan stratégique de la CCSN en recentrant les efforts sur le processus décisionnel tenant compte du risque, l'utilisation d'outils numériques et la simplification des activités et processus de surveillance, dans le but ultime d'atteindre une charge de travail gérable à long terme pour le personnel.</p>	<p>Résultats : La DNPCE est passée avec succès à la nouvelle plateforme numérique, et toutes les activités d'autorisation ont été structurées dans SharePoint de Microsoft (MS) tout en tirant parti des nouveaux programmes intégrés à la plateforme. Depuis août 2025, les FD de la DNPCE ont mis en œuvre un processus simplifié en 2 étapes, plutôt qu'en 3 étapes, qui combine les étapes d'examen et de décision des FD du programme d'autorisation pour les demandes jugées à faible risque, ce qui a permis de réduire considérablement le temps passé par le personnel à rendre une décision.</p> <p>Un aperçu de l'avenir : Compte tenu du volume élevé d'activités au sein de la DNPCE, les petites étapes supplémentaires font qu'un processus nécessite beaucoup plus de temps, y compris pour les FD. Au début de 2026, la DNPCE entame une formation sur le processus <i>LEAN</i> et tiendra des ateliers en vue de cerner les possibilités et de mettre en œuvre des modifications afin d'accroître davantage son efficacité dans l'exécution de son programme de réglementation.</p>
Défi : Les technologies émergentes et nouvelles au Canada donnent lieu à des évaluations complexes des risques techniques et des risques de prolifération	
<p>Occasion : Appuyer la priorité 2, <i>État de préparation</i> et la mesure 1, <i>Talent</i> du plan stratégique de la CCSN en veillant à ce que le programme de non-prolifération dispose des capacités, compétences, ressources et connaissances nécessaires pour appuyer l'accès du secteur canadien aux articles contrôlés d'origine étrangère et puisse contribuer à la croissance du secteur nucléaire mondial. La DNPCE peut être prête à évaluer les technologies émergentes tout en établissant des relations avec les nouveaux joueurs et les titulaires de permis existants, ce qui renforcera en définitive la confiance grâce à une mobilisation soutenue et à une communication claire.</p>	<p>Résultats : Le personnel de la DNPCE qui évalue les demandes de permis et formule des recommandations aux FD reçoit une formation dans les domaines les plus pertinents pour l'évaluation des risques, et des partenaires clés à l'échelle de la CCSN ont été relevés afin d'appuyer les évaluations techniques, le cas échéant, comme les exportations liées à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA). Les FD et membres de l'équipe participent activement aux forums bilatéraux et internationaux sur le contrôle des exportations, y compris les activités du Groupe des fournisseurs nucléaires et de l'AIEA liées au Code de conduite et aux Orientations complémentaires, où les pratiques internationales sont établies. Pour mieux comprendre les besoins émergents et les nouvelles technologies dans le secteur canadien, la DNPCE a accru ses activités de relations externes, notamment en organisant des réunions régulières avec les grands exportateurs et les entités dont les exportations nécessitent des garanties supplémentaires en matière d'utilisation pacifique.</p> <p>Un aperçu de l'avenir : La DNPCE a le soutien nécessaire pour poursuivre sa participation aux activités nationales et internationales ainsi que pour maintenir sa collaboration avec d'autres ministères et organismes du gouvernement du Canada et des partenaires bilatéraux du monde entier.</p>

Défi : Les instruments à l'appui du programme d'exportation sont vieillissants ou absents et ne correspondent pas à la réalité actuelle du secteur	
<p>Occasion : Appuyer la priorité 2, <i>État de préparation</i> du plan stratégique de la CCSN grâce à une transparence accrue des processus et à la mise en place des capacités/instruments nécessaires pour faciliter les activités du secteur nucléaire canadien.</p>	<p>Résultats : La DNPCE facilite la participation de l'industrie canadienne dans les secteurs nucléaires mondiaux en s'efforçant de conclure avec d'autres pays les accords bilatéraux nécessaires aux grands échanges commerciaux nucléaires, en appuyant de nouveaux accords de coopération nucléaire et en négociant des ententes administratives. En 2024, la CCSN a signé une entente avec les Philippines et, en 2025, elle a négocié avec la Pologne et l'Afrique du Sud 2 nouvelles ententes administratives qui devraient être signées en 2026.</p> <p>En 2025, le RCIENN a été modifié afin d'inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de nouvelles exemptions de permis d'importation et d'exportation pour certaines substances nucléaires (p. ex. le tritium contenu dans des dispositifs autolumineux destinés à un usage personnel, des montres et des compas), ce qui réduit le fardeau réglementaire lié aux articles à faible risque de prolifération; • des renseignements améliorés à l'égard des demandes de permis pour faciliter l'évaluation des demandes de permis d'importation et d'exportation; • l'ajout de périodes de conservation des documents importants aux fins d'harmonisation avec d'autres lois nationales; • la mise à jour de l'annexe pour l'harmoniser avec les lignes directrices internationales actuelles (Directives du Groupe des fournisseurs nucléaires) et la Liste des marchandises et technologies d'exportation contrôlée d'Affaires mondiales Canada (AMC). <p>En 2026, le REGDOC-2.13.2, <i>Importation et exportation</i> révisé sera affiché aux fins de consultation publique, et les plans de publication seront diffusés plus tard au cours de la même année.</p> <p>Un aperçu de l'avenir : L'industrie canadienne contribue activement au secteur mondial de la fusion, dont certains éléments sont aussi visés par des dispositions en matière de contrôle des importations et exportations. Afin de s'assurer que le processus décisionnel des FD de la DNPCE tient suffisamment compte du risque, une évaluation technique du risque de prolifération est envisagée pour veiller à ce que les objectifs du Canada en matière de non-prolifération soient atteints tout en permettant le commerce d'articles à caractère nucléaire à des fins pacifiques.</p>

5.4 Conclusions à l'égard des décisions des FD de la DNPCE

- La DNPCE dispose d'un programme d'autorisation rigoureux et adaptable visant l'importation et l'exportation d'articles à caractère nucléaire et à double usage dans le secteur nucléaire et de sources scellées à risque élevé. Les FD sont appuyés par des spécialistes internes et de partenaires nationaux et internationaux. Ce programme permet de s'assurer que les obligations internationales du Canada sont respectées et que la CCSN peut continuer à faciliter le commerce légitime d'articles à caractère nucléaire et à double usage dans le secteur nucléaire à des fins pacifiques.
- Les permis d'importation et d'exportation continuent d'atteindre leurs objectifs de manière efficace et efficiente, et d'autres améliorations sont attendues en fonction d'efforts continus, d'activités prévues et de ressources adéquates.
- D'après les échanges réguliers avec les grands exportateurs, le nombre de permis délivrés par les FD de la DNPCE devrait continuer d'augmenter, en particulier pour les substances, l'équipement et les renseignements à caractère nucléaire. Au cours des prochaines années, les types d'activités autorisées pourraient également changer à mesure que les projets avancent au Canada et à l'étranger, les importations et exportations évoluant en fonction de leurs progrès technologiques pour inclure aussi de l'équipement et du matériel.

6 Conclusions générales

- Avec le présent rapport et les notes d'information trimestrielles à la Commission, l'obligation de faire rapport des décisions rendues en vertu du paragraphe 37(5) de la LSRN est satisfaite pour l'année civile 2025.
- En 2025, les FD ont exercé 4 277 pouvoirs, dont 95 décisions devant faire l'objet d'un rapport à la Commission conformément au paragraphe 37(5) de la LSRN.
- Les FD de la DRSN, de la DSG et de la DGS ont rendu 4 247 décisions, ce qui représente 99 % du nombre total de décisions rendues.
- Les FD ont rendu 4 235 décisions relatives aux permis et à la conformité, ce qui représente 99 % du nombre total de pouvoirs exercés.
- En 2025, il y a eu 5 changements de personnel visant des postes désignés et aucun changement n'a été apporté aux postes ou aux pouvoirs des FD.
- L'examen annuel des fonctions des FD par le personnel de la CCSN aide à s'assurer que les décisions des FD continuent d'être prises de façon sécuritaire, en préservant la santé et la sécurité des personnes, en protégeant l'environnement et en respectant les obligations internationales que le Canada a assumées.
- Les FD de la DNPCE, appuyés par un personnel ayant une expertise diversifiée et une solide collaboration internationale, veillent à ce que les obligations et les engagements internationaux du Canada soient respectés de manière efficace et efficiente. La croissance du secteur nucléaire à l'échelle nationale et internationale a contribué à l'augmentation des activités d'importation et d'exportation et devrait évoluer au fur et à mesure que les projets franchissent différentes étapes de développement, comme le fait de passer de transferts principalement technologiques vers des transfert qui incluent du matériel et de l'équipement.
- Une formation pertinente et en temps opportun a été offerte aux nouveaux FD ainsi qu'aux FD dont les pouvoirs ont été modifiés.
- Les forums de la communauté des FD continuent d'atteindre leurs objectifs et de répondre aux attentes des FD.
- L'amélioration continue et la participation active des FD demeurent essentielles à la réussite du Programme des FD.

7 Références

1. [*Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*](#) (L.C. 1997, ch. 9.)
2. [*Postes et pouvoirs des fonctionnaires désignés de la CCSN approuvés par la Commission*](#)
3. [*Mesures réglementaires*](#) Page Web externe de la CCSN sur les mesures réglementaires relatives aux SAP et aux ordres
4. CMD 25-M22 – Mémoire du personnel de la CCSN – Mise à jour sur le Programme des FD à l'intention de la Commission : 2024 e-Doc 7490287
5. [*Règlement sur le contrôle de l'importation et de l'exportation aux fins de la non-prolifération nucléaire*](#)
6. [*Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*](#) (DORS/2000-211)

8 Liste des acronymes

SAP	sanction administrative pécuniaire
DICA	Division des installations de catégorie II et des accélérateurs
CMD	document à l'intention des commissaires
CCSN	Commission canadienne de sûreté nucléaire
DTRA	Direction des technologies de réacteurs avancés
DEPER	Direction de l'évaluation et de la protection environnementales et radiologiques
DG	Directeur général
DRCIN	Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires
DRSN	Direction de la réglementation des substances nucléaires
FD	Fonctionnaire désigné
DRCN	Direction de la réglementation des centrales nucléaires
DGS	Direction de la gestion de sûreté
DSG	Direction de la sécurité et des garanties
PVP-CRO	Premier vice-président et chef de la réglementation des opérations
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
DGAJC	Direction générale des affaires juridiques et de la Commission
LSRN	Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires
DPSNAR	Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement
DIAA	Division de l'inspection des activités autorisées
DGRO	Direction générale de la réglementation des opérations
RRP	Responsable de la radioprotection
PRM	petits réacteurs modulaires
DATSS	Division des autorisations de transport et du soutien stratégique
DGST	Direction générale du soutien technique
VP-CSP	Vice-président et conseiller scientifique principal

Annexe A : Postes et pouvoirs des fonctionnaires désignés de la CCSN

Le tableau ci-dessous présente les 37 postes de FD et les pouvoirs correspondants à la CCSN, tels que désignés par la Commission en avril 2024.

Pouvoirs → Titre du poste ↓		Références aux articles de la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires	Homologuer l'équipement réglementé pour l'application de la LSRN ou en annuler l'homologation	Accréditer les personnes visées à l'alinéa 44(1)k) pour accomplir leurs fonctions, ou retirer leur accréditation	Délivrer les licences ou les permis qui relèvent de catégories établies par la Commission, sur demande faite conformément au paragraphe 24(2)	Renouveler, suspendre en tout ou en partie, modifier, révoquer ou remplacer les licences ou les permis qui relèvent de catégories établies par la Commission ou en autoriser le transfert, sur demande faite conformément au paragraphe 24(2)	Désigner, à titre d'inspecteur, toute personne qu'il estime qualifiée au titre du paragraphe 29(1)	Désigner, à titre d'analyste, toute personne qu'il estime qualifiée au titre de l'article 28	Donner les ordres qu'un inspecteur peut donner en vertu des paragraphes 35(1) ou (2)	Confirmer, modifier, annuler ou remplacer un ordre donné par un inspecteur	Autoriser le retour au travail des personnes ayant reçu ou pouvant avoir reçu une dose de rayonnement supérieure à la limite réglementaire	Dresser des procès-verbaux faisant état de violations (en lien aux sanctions administratives pécuniaires)
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RÉGLEMENTATION DES OPÉRATIONS	Premier vice-président / première vice-présidente et chef(fe) de la réglementation des opérations		37(2)(a)	37(2)(b)	37(2)(c)	37(2)(d)	37(2)(e)	37(2)(e)	37(2)(f)	37(2)(g)	37(2)(h)	65.05
	Direction générale de la réglementation des opérations	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
	Directeur(trice) général(e)	✓		◆	◆	◆	◆		◆	◆		◆
	Direction de la réglementation des substances nucléaires											
	Directeur(trice)	✓		◆◆	◆◆	◆◆			◆	◆		
	Division des installations de catégorie II et des accélérateurs											
	Agent(e) principal(e) de projet ou de programme (maximum de 3 postes)				◆◆	◆◆						
	Division des installations de catégorie II et des accélérateurs											
	Directeur(trice)				◆◆	◆◆			◆	◆		
	Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement											
	Agent(e) de projet de délivrance de permis (maximum de 4 postes)				◆◆	◆◆						
	Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement											
	Directeur(trice)	✓			◆◆	◆◆			◆	◆		
	Division des autorisations de transport et du soutien stratégique	◆◆			◆◆	◆◆						
	Ingénieur(e) principal(e) d'homologation (maximum de 4 poste)											
	Division des autorisations de transport et du soutien stratégique								◆	◆		
	Directeur(trice)											
Division de l'inspection des activités autorisées				◆	◆	◆		◆	◆		◆	
Directeur(trice) général(e)								◆◆				
Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires							◆	◆	◆		◆	
Directeur(trice) général(e)								◆◆				
Direction du programme de réglementation des Laboratoires Nucléaires Canadiens												
Directeur(trice) général(e)												
Direction de la réglementation des centrales nucléaires												
Directeur(trice)												
Division du programme de réglementation de Bruce												
Directeur(trice)												
Division du programme de réglementation de Pickering												
Directeur(trice)												
Division du programme de réglementation de Darlington												
Directeur(trice)												
Division du programme de réglementation Point Lepreau												
Directeur(trice) général(e)							◆	◆	◆		◆	
Direction des technologies de réacteurs avancés												
DIRECTION GÉNÉRALE DU SOUTIEN TECHNIQUE	Vice président(e) et conseiller(ère) scientifique principal(e)			✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
	Direction générale du soutien technique											
	Directeur(trice) général(e)				◆	◆	◆	✓	◆	◆	✓	◆
	Direction de l'évaluation et de la protection environnementales et radiologiques											
	Directeur(trice)										✓	
	Division de la radioprotection											
	Director General			◆					◆	◆		◆
	Direction de la gestion de la sûreté											
	Directeur(trice)			◆◆ *								
	Division de l'accréditation du personnel											
	Agent(e) principal(e) des examens et de la certification (maximum de 2 postes)			◆◆ **								
	Division de l'accréditation du personnel											
Directeur(trice) général(e)				◆	◆	◆		◆	◆		◆	
Direction de la sécurité et des garanties												
Directeur(trice)				◆◆	◆◆							
Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation												
Conseiller(ère) principal(e) (maximum de 3 postes)				◆◆	◆◆							
Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation												
Legend	✓ Entièrement autorisé	◆ Pouvoir limité au mandat de délivrance de permis et de certification de la direction	◆◆ Pouvoir limité au mandat de délivrance de permis et de certification de la division	*Le retrait de l'accréditation des exploitants de centrales nucléaires ne sera exercé que par les DG et les VP désignés								
1 Catégories de licences telles que définies dans la décision du 26 février 2019 de la Commission, e-Doc 5791829												

Annexe B : Composantes du Programme des fonctionnaires désignés

Les activités et les outils du Programme des FD comprennent ce qui suit :

- Formation sur le Programme des FD
- Documents de programme et de processus
- Certification des FD
- Approbations par la Commission des modifications apportées aux postes et pouvoirs des FD
- Page Web de la communauté des FD de la CCSN : principal outil du Programme
 - Les documents de programme et de processus existants pour tous les pouvoirs des FD, les personnes-ressources et les liens vers d'autres outils du Programme des FD se trouvent sur cette page.
- Forum de la Communauté des FD
 - Fournit aux FD un lieu de partage des connaissances, de l'expertise et des expériences; leur permettant de renforcer davantage leurs relations avec les membres de la communauté des FD, d'obtenir des mises à jour et d'offrir de la rétroaction sur le Programme des FD.
- Boîte générique du Programme des FD
 - Cette boîte facilite la consolidation des renseignements sur le Programme des FD.
- Le Programme des FD relève de la Commission; suivi des décisions des FD
- Accès aux Services juridiques internes / DGAJC

La formation sur le Programme des FD comprend ce qui suit :

- Apprentissage autodirigé à partir de la page Web de la Communauté des FD de la CCSN
- Séance d'information avec la VP, DGAJC, ou son délégué sur les lois applicables, la prise de décisions par les FD, les pouvoirs des FD et le certificat de FD;
- Séance d'information avec le responsable du Programme des FD sur les activités de formation, les outils et les ressources qui sont à la disposition des FD lorsqu'ils exercent leurs pouvoirs, ainsi que sur les attentes à l'égard des FD;
- Apprentissage en cours d'emploi concernant les questions opérationnelles, mentorat offert par d'autres FD, consultations avec les pairs;
- Formation en classe sur les ordres donnés par les FD.

Le Programme des FD veille à ce que les FD tiennent à jour leurs connaissances et aient accès aux outils nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions.

Annexe C : Pouvoirs exercés par les FD en 2025

Décisions prises par les FD selon le type d'activité de réglementation

La répartition des décisions prises par les FD selon le type d'activité de réglementation pour chaque direction est décrite ci-dessous.

4 235 décisions en matière d'autorisation, d'accréditation et d'homologation rendues en 2025 :

- 2 529 décisions rendues par les FD de la DRSN
 - 388 permis délivrés
 - 500 permis renouvelés
 - 1 001 permis modifiés et 1 modification de permis refusée
 - 321 permis révoqués
 - 211 permis transférés
 - 75 certificats d'homologation d'équipement réglementé délivrés
 - 32 certificats d'accréditation du personnel délivrés
- 1 194 décisions rendues par les FD de la DSG
 - 758 permis délivrés
 - 398 permis modifiés
 - 8 permis révoqués
 - 30 permis transférés
- 504 certificats d'accréditation du personnel délivrés par les FD de la DGS
- 1 permis renouvelé et 3 permis modifiés par le FD de la DEPER
- 1 permis renouvelé et 1 permis transféré par le FD de la DRCIN
- 1 permis modifié et 1 permis transféré par le PVP et CRO de la DGRO

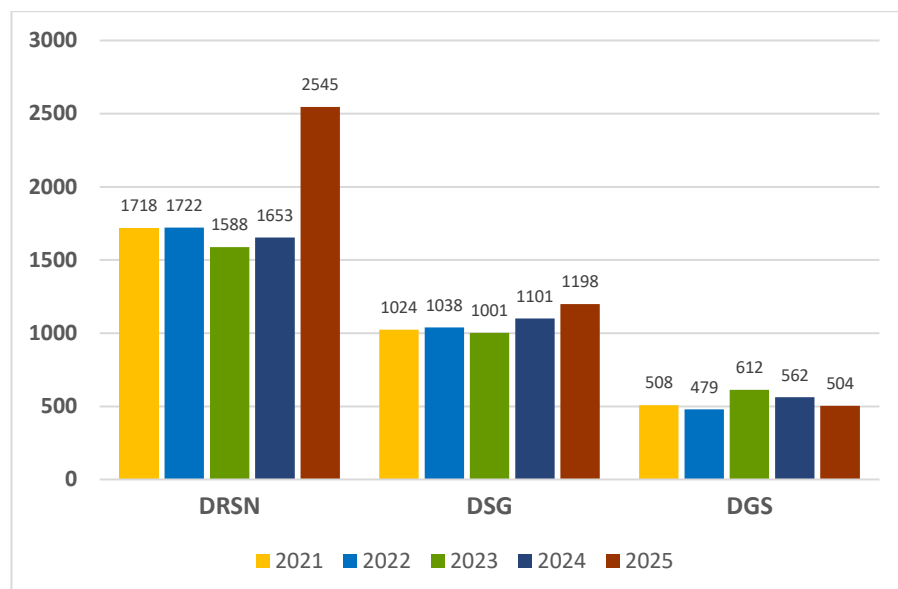
42 pouvoirs sans lien avec l'autorisation, l'accréditation et l'homologation exercés en 2025 :

- 6 désignations à titre d'inspecteur, 1 ordre d'un FD, 6 confirmations d'ordres donnés par des inspecteurs, 1 modification d'un ordre donné par un inspecteur et 2 SAP imposées par des FD de la DRSN
- 8 désignations à titre d'inspecteur et 1 modification d'un ordre donné par un inspecteur par le FD de la DRCIN
- 5 désignations à titre d'inspecteur et 1 SAP imposée par le FD de la DRCN
- 4 désignations à titre d'inspecteur par le FD de la DSG
- 2 désignations à titre d'inspecteur, 1 confirmation d'un ordre donné par un inspecteur et 1 modification d'un ordre donné par un inspecteur par le PVP et CRO de la DGRO
- 2 désignations à titre d'inspecteur et 1 autorisation de retour au travail délivrée par le FD de la DEPER

Pouvoirs exercés par les FD d'une année à l'autre

Les graphiques ci-dessous présentent une comparaison du nombre de pouvoirs exercés par les FD pour chacune des 5 dernières années, de 2021 à 2025, regroupées par direction.

Nombre de fois où les FD ont exercé leurs pouvoirs dans les directions ayant rendu le plus grand nombre de décisions de FD

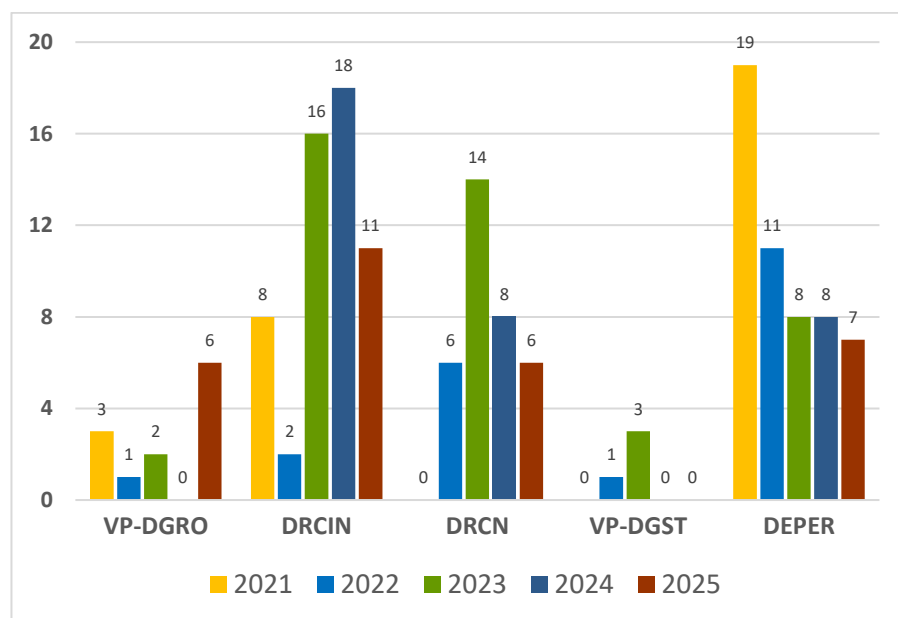


En 2025, il y a eu une augmentation notable du nombre de décisions de FD, qui découle principalement des changements apportés au sein de la DPSNAR/DRSN et de la DNPCE/DSG.

En 2025, la DRSN a apporté des changements à ses processus afin de réduire le fardeau administratif pour les titulaires de permis et le personnel de la CCSN en permettant la consolidation des permis de médecine nucléaire (à des fins de diagnostic, de thérapie ou de recherche sur des sujets humains). De plus, certaines autorités provinciales ont apporté des changements à leurs activités, ce qui a donné lieu au transfert de permis de la CCSN. Ces changements ont abouti à un plus grand nombre de décisions de FD au sein de la DRSN, principalement en raison des changements au sein de la DPSNAR en 2025. On s'attend à ce que le nombre de décisions de FD diminue en 2026, puisque la plupart des changements ont été apportés en 2025. L'augmentation du nombre de décisions de FD en 2025 n'a pas eu d'incidence sur la santé et la sécurité de la population canadienne ou sur l'environnement. La DPSNAR dispose d'un nombre suffisant de FD pour couvrir les besoins changeants.

Le nombre accru de décisions des FD de la DSG en 2025 est principalement attribuable aux changements apportés au sein de la DNPCE, qui ont été motivés par la hausse des demandes de modification de permis pour donner suite aux changements de nom des titulaires de permis, prolonger la période d'autorisation, mettre à jour les activités ou fournisseurs autorisés (pour les permis d'importation) ou les destinataires (pour les permis d'exportation). L'augmentation du nombre de décisions de FD en 2025 n'a pas eu d'incidence sur la santé et la sécurité de la population canadienne, sur l'environnement ou sur l'engagement de la CCSN à l'égard des obligations internationales. La DNPCE dispose d'un nombre suffisant de FD pour couvrir les besoins changeants.

Nombre de fois où les FD des 3 autres directions et les VP ont exercé leurs pouvoirs



Il est important de noter que ces totaux reflètent les activités de l'industrie. Compte tenu du nombre de titulaires de permis, aucune tendance significative ne peut être établie, et ces données ne peuvent pas non plus être utilisées pour prédire les activités futures.

Pouvoirs notables des FD – SAP et ordres des FD

Bien que la production de rapports sur les SAP et les ordres des FD ne soit pas une exigence de la LSRN, les SAP imposées et les ordres donnés par les FD peuvent revêtir un intérêt en raison de leur grande visibilité et de leurs répercussions potentiellement notables sur les titulaires de permis.

Le tableau ci-dessous contient des renseignements détaillés sur les pouvoirs exercés par les FD en vertu de l'article 65.05 de la LSRN (SAP) en 2025.

Dossier et n° de la SAP	FD	Date d'émission	Titulaire de permis	Motif de la SAP	Date de la révision	Résultat de la révision	Montant de la pénalité	Paieement reçu
2025-AMP-01 Procès-verbal	DG, DRCN	20 mars 2025	Société d'énergie du Nouveau-Brunswick (Énergie NB)	Contraventions continues au REGDOC-2.2.4, <i>Aptitude au travail : Gérer la fatigue des travailleurs</i> , qui établit les limites relatives aux heures de travail et aux périodes de récupération pour les travailleurs occupant des postes importants sur le plan de la sûreté	S.O. : Énergie NB n'a pas demandé de révision	S.O.	24 760 \$	7 avril 2025
2025-AMP-02 Procès-verbal	DG, DRSN	15 avril 2025	Sirati & Partners Consultants Ltd	Omission d'aviser immédiatement la CCSN lorsqu'un travailleur a dépassé une limite de dose applicable prescrite par l'article 13 ou 14 du <i>Règlement sur la radioprotection</i>	12 septembre 2025 Examen par la Commission à la demande du titulaire de permis	La Commission a maintenu la SAP. Compte rendu de décision de la Commission	6 460 \$	20 janvier 2026
2025-AMP-03 Procès-verbal	DG, DRSN	9 mai 2025	MyHealth Partners Inc.	Défaut de mettre en œuvre un programme de radioprotection qui maintient les doses au niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre par le contrôle de l'exposition professionnelle et publique au rayonnement	4 décembre 2025 Examen par la Commission à la demande du titulaire de permis	La Commission a maintenu la SAP. Compte rendu de décision de la Commission	15 820 \$	10 juillet 2025 ⁷

⁷ Le titulaire de permis a payé la pénalité le 10 juillet 2025, avant la révision de la SAP par la Commission, et a décidé de ne pas demander un remboursement durant la révision. Le montant de la SAP a été confirmé en décembre; le dossier est clos, car le titulaire de permis a déjà payé la SAP.

Le tableau ci-dessous contient des renseignements détaillés sur les pouvoirs exercés par les FD en vertu de l'alinéa 37(2)f) de la LSRN (ordres donnés par les FD) en 2025.

N° de l'ordre	Poste du FD	Date d'émission	Titulaire de permis	Enjeu	Date de la révision	Résultat de la révision	État de l'ordre
7476217	DG, DRSN	20 mars 2025	2352767 Ontario Inc. (North York Diagnostic and Cardiac Centre)	Défaut des représentants du titulaire de permis de donner suite en temps opportun aux mesures en suspens relevées lors de la demande de renouvellement de permis de juin 2024 et aux cas de non-conformité découlant d'une inspection de septembre 2024. Décision de le FD	11 avril 2025	Le titulaire de permis s'est prévalu de son droit d'être entendu par la Commission en vertu de l'alinéa 40(1)d) de la LSRN. La Commission a remplacé l'ordre par l'ordonnance 25-01 de la Commission. Décision de la Commission Décision détaillée de la Commission	Les conditions de l'ordonnance ont été remplies en juillet 2025.

Le tableau ci-dessous indique le nombre total de SAP imposées et d'ordres donnés par les FD au cours des 5 dernières années.

Décisions des FD	2021	2022	2023	2024	2025
SAPs	1	1	5	6	3
Ordres	3	0	1	1	1

Annexe D : Décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport à la Commission - 2025

Les tableaux ci-dessous fournissent des renseignements détaillés sur les décisions des FD devant faire l'objet d'un rapport à la Commission, conformément au paragraphe 37(5) de la LSRN.

Remarque : aucune décision d'un FD en vertu de l'alinéa 37(5)c) n'a été rendue en 2025.

37(5)a) :

1 modification de permis a été refusée par un FD de la DRSN

Date de la décision du FD	Titulaire de permis	Poste du FD	Pouvoir : Décision	Remarques
4 novembre 2025	AR Geotechnical Engineering Ltd	Directeur de la DPSNAR, DRSN	37(2)d) : Modification de permis refusée	<p>Demande de modification du permis n° 14404-1-26.0 :</p> <p>Le permis de la CCSN n° 14404-1-26.0 n'autorise le titulaire de permis qu'à posséder, transférer et entreposer des jauges portatives. Le titulaire de permis a présenté une demande de modification de permis afin d'autoriser l'utilisation de jauges portatives⁸.</p> <p>La possibilité d'être entendu par le FD en vertu de l'alinéa 39(1)b) de la LSRN a été exercée conformément aux articles 26 et 27 des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN. Elle a été offerte afin que le titulaire de permis puisse fournir des renseignements supplémentaires de sorte à démontrer qu'il était compétent pour exercer les activités visées par la demande de modification.</p> <p>Le FD a refusé de modifier le permis au motif que, en vertu du paragraphe 24(4) de la LSRN, le titulaire de permis n'avait pas démontré qu'il était compétent pour exercer l'activité autorisée pour laquelle il avait présenté une demande. La décision était fondée sur l'examen par le FD du manuel de radioprotection révisé soumis par le titulaire de permis et d'autres renseignements cités en référence dans la décision du FD.</p> <p>Le permis arrive à échéance en mai 2026, car le FD a délivré un permis à court terme en 2025 compte tenu des piètres antécédents en matière de conformité du titulaire de permis.</p>

⁸ Le permis devait arriver à échéance à la fin de juin 2025. Le titulaire de permis avait des droits d'autorisation en souffrance. Au début de 2025, puis à l'occasion de suivis subséquents, il a été informé que le paiement était requis le plus rapidement possible afin de permettre au personnel de la CCSN d'examiner la demande de renouvellement. Le paiement a été reçu tard dans le processus, ce qui a réduit le temps disponible pour l'évaluation par le personnel de la CCSN. Le titulaire de permis a accepté un permis à court terme qui n'autorise pas l'utilisation d'appareils pour la période de l'examen. Malgré les communications continues entre le personnel de la CCSN et le titulaire de permis, des lacunes subsistent dans la demande. Étant donné que le titulaire de permis n'a pas démontré qu'il était compétent pour exercer l'activité supplémentaire demandée, le FD a offert la possibilité d'être entendu plutôt que de modifier le permis afin d'autoriser l'utilisation des jauges portatives.

37(5)b) :

84 permis assortis d'une garantie financière délivrés par les FD de la DRSN :

- **30** par les FD de la Division des installations de catégorie II et des accélérateurs
- **54** par les FD de la Division des permis de substances nucléaires et d'appareils à rayonnement

37(5)d) : 7 ordres d'inspecteur confirmés et 3 ordres d'inspecteur modifiés

par le PVP et CRO de la DGRO et par des FD de la DRSN et de la DRCIN

Date de la décision du FD	Titulaire de permis	Poste du FD	Pouvoir : Décision	Remarques
10 janvier 2025	<i>Prodigy Gold Inc.</i>	Directrice générale (DG), DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° 1306 :</p> <p>De manière générale, cet ordre exige que le titulaire de permis cesse d'utiliser tous les appareils à rayonnement à son emplacement autorisé jusqu'à ce qu'il puisse démontrer à la satisfaction de la CCSN que la surveillance exercée par la direction à l'égard du programme de radioprotection est acceptable, conformément aux sous-alinéas 4a)i) à iv) du <i>Règlement sur la radioprotection</i>. Le titulaire de permis doit présenter des documents écrits qui confirment que les obturateurs de tous les appareils à rayonnement ont été fermés et verrouillés. Il doit également fournir au personnel de la CCSN tous les documents prescrits et documents justificatifs demandés, comme indiqué dans l'addenda 1 de l'ordre.</p> <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>

Date de la décision du FD	Titulaire de permis	Poste du FD	Pouvoir : Décision	Remarques
10 janvier 2025	Vision Integrity Engineering Ltd	DG, DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° 0495 :</p> <p>De manière générale, cet ordre exige que les 3 travailleurs autorisés par le titulaire de permis pour le ou les lieux de sous-traitance de McKinley cessent leurs activités de gammagraphie, et que le titulaire de permis entrepose les appareils d'exposition assignés au sous-traitant dans un lieu sûr approuvé et déterminé par la CCSN jusqu'à ce que :</p> <p>1) la CCSN soit informée par écrit de l'emplacement du sous-traitant McKinley, et que le titulaire de permis puisse démontrer qu'il exerce une surveillance et un contrôle suffisants sur le programme de radioprotection à cet emplacement. Le titulaire de permis doit précisément démontrer que : a) des mesures suffisantes de contrôle de l'inventaire (notamment le suivi de l'inventaire, l'entretien trimestriel, les dates et lieux d'utilisation, les vérifications préopérationnelles et les lectures quotidiennes des DLD) visant les 3 appareils d'exposition ont été mises en œuvre, que b) de l'équipement de contrôle étalonné a été assigné aux 3 travailleurs actuellement à l'emploi du sous-traitant McKinley et que c) la formation des 3 travailleurs susmentionnés a été achevée conformément au programme de formation établi par le titulaire de permis; OU</p> <p>2) le titulaire de permis a confirmé par écrit que les activités autorisées menées à l'emplacement du sous-traitant McKinley ont été suspendues.</p> <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>
6 février 2025	1908273 Ontario Ltd.	DG, DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° OR-15185-JF-250117-1 :</p> <p>De manière générale, cet ordre exige que le titulaire de permis décline son emplacement autorisé, ce qui comprend le transfert ou l'évacuation (le cas échéant) des sources scellées, le contrôle de la contamination potentielle et l'enlèvement des panneaux de mise en garde contre le rayonnement.</p> <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>
14 février 2025	Best Theratronics Ltd	DG de la DRCIN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur modifié	<p>Ordre n° 7398395 (protégé B) :</p> <p>Cet ordre exige que le titulaire de permis prenne des mesures supplémentaires et mette en œuvre des interventions additionnelles liées à la sécurité et à la préparation aux situations d'urgence.</p> <p>Le FD a offert la possibilité d'être entendu conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN. Le titulaire de permis s'est prévalu de cette possibilité, et une séance a été tenue, à laquelle le titulaire de permis et le personnel de la CCSN ont participé.</p> <p>Le FD a modifié l'ordre pour tenir compte des progrès réalisés par le titulaire de permis en ce qui concerne les points soulevés dans l'ordre initial.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>

Date de la décision du FD	Titulaire de permis	Poste du FD	Pouvoir : Décision	Remarques
7 avril 2025	Gregson Holdings Ltd	DG, DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° OR-13522-JJ-250314-1 :</p> <p>De manière générale, cet ordre exige que le titulaire de permis entrepose immédiatement en lieu sûr toutes les jauges en sa possession. De plus, il interdit toute utilisation ultérieure des jauges nucléaires portatives jusqu'à ce que le titulaire de permis ait démontré ce qui suit à la satisfaction de la CCSN :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le programme de radioprotection est mis en œuvre efficacement et est géré par une ou plusieurs personnes disposant de suffisamment de connaissances, de temps et de ressources 2. tous les avis de non-conformité cités dans le rapport d'inspection préliminaire pertinent ont été gérés à la satisfaction de la CCSN <p>Le titulaire de permis n'est pas autorisé à transporter des jauges nucléaires portatives tant qu'il ne démontre pas sa pleine conformité au <i>Règlement sur l'emballage et le transport des substances nucléaires (2015)</i> et au <i>Règlement sur le transport des marchandises dangereuses</i>.</p> <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>
22 mai 2025	Worley Canada Services Ltd	DG, DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° OR-17422-TT-250423-1 :</p> <p>De manière générale, cet ordre interdit au titulaire de permis d'exercer toute activité autorisée jusqu'à ce qu'il ait démontré ce qui suit à la satisfaction de la CCSN :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un responsable de la radioprotection (RRP) ayant une formation, des qualifications et une disponibilité adéquates a été désigné; et 2. des ressources de gestion suffisantes sont disponibles pour appuyer le RRP dans la gestion du programme de radioprotection <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>
11 septembre 2025	AR Geotechnical Engineering Ltd	DG, DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur modifié	<p>Ordre n° OR-14404-RW-250812-1 :</p> <p>De manière générale, cet ordre exige que le titulaire de permis cesse d'utiliser les appareils à rayonnement et qu'il les entrepose en lieu sûr dans un contenant d'entreposage verrouillé et muni d'un scellé inviolable de la CCSN aux fins d'assurance de la conformité.</p> <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Le FD a conclu que la décision de l'inspecteur de donner un ordre était justifiée et que les conditions de l'ordre étaient raisonnables. Il a modifié l'ordre pour y ajouter le critère de clôture suivant : « OU lorsque le titulaire de permis a transféré tous les appareils à rayonnement en sa possession à un titulaire de permis autorisé par la CCSN à les posséder. »</p> <p>Ainsi, cet ordre demeurera en vigueur jusqu'à ce que le titulaire de permis détienne un permis valide de la CCSN qui autorise l'utilisation de ces jauges ou jusqu'à ce qu'il transfère tous les appareils à rayonnement en sa possession à un titulaire de permis autorisé par la CCSN à les posséder.</p>

Date de la décision du FD	Titulaire de permis	Poste du FD	Pouvoir : Décision	Remarques
8 octobre 2025	<i>First Inspection and Testing Group Ltd</i>	DG, DRSN	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° OR-16892-CJ-250911-1 :</p> <p>De manière générale, cet ordre exige que le titulaire de permis cesse d'utiliser tous ses appareils à rayonnement autorisés et les entrepose en lieu sûr.</p> <p>Le titulaire de permis n'a pas exercé son droit d'être entendu par le FD, offert conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>
16 octobre 2025	<i>Membre du public</i>	PVP et CRO de la DGRO	37(2)g) : ordre de l'inspecteur modifié	<p>Ordre n° 7569583 :</p> <p>Ordre délivré à un membre du public qui, sans permis ou qualification, était en possession de déchets radioactifs découlant d'une rénovation de sa propriété à Toronto. Il est reconnu que certaines propriétés de la région de Toronto sont faiblement contaminées en raison de la production de cadrons radioluminescents dans le passé.</p> <p>L'ordre interdit sur la propriété tout autre travail de rénovation, de construction ou d'excavation qui perturberait davantage les structures, systèmes ou matériaux contaminés par du rayonnement dans le passé.</p> <p>Un inspecteur de la CCSN a placé du ruban de mise en garde contre le rayonnement autour des matériaux contaminés. L'ordre interdit à quiconque de franchir ou de retirer cette barrière à moins d'avoir reçu la formation et les qualifications appropriées. Il interdit également à tout membre du public d'accéder à la propriété.</p> <p>Le FD a offert la possibilité d'être entendu conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN. La personne visée par l'ordre s'est prévalu de cette possibilité, et une séance a été tenue.</p> <p>Le FD a confirmé toutes les conditions, interventions et mesures décrites dans l'ordre. Il a également modifié l'ordre de sorte qu'il soit donné au propriétaire du bâtiment.</p> <p>Toutes les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>
10 décembre 2025	<i>Laboratoires Nucléaires Canadiens limitée (LNC)</i>	PVP et CRO de la DGRO	37(2)g) : ordre de l'inspecteur confirmé	<p>Ordre n° 7584179 :</p> <p>L'ordre exige que le titulaire de permis prenne possession des déchets radioactifs identifiés et en assure la gestion subséquente. Aux termes de l'ordre, le titulaire de permis est également tenu de prendre toute mesure supplémentaire nécessaire pour remettre la propriété dans un état radiologique acceptable à des fins d'occupation par le public.</p> <p>Le FD a offert la possibilité d'être entendu conformément à l'alinéa 39(1)c) de la LSRN et au paragraphe 34(2) des <i>Règles de procédure</i> de la CCSN. Le titulaire de permis s'est prévalu de cette possibilité, et une séance a été tenue.</p> <p>Le FD a conclu que la décision de l'inspecteur de donner un ordre était justifiée et que les conditions de l'ordre étaient compréhensibles et exécutables. Il a confirmé l'ordre sans y apporter les modifications demandées.</p> <p>Les conditions de cet ordre ont été respectées, et l'ordre est clos.</p>

Annexe E : Forum de la Communauté des FD de 2025 – Ordre du jour

Subject/ Objet	Designated Officers Community Forum 2025 / Forum de la communauté des fonctionnaires désignés 2025	
Date	THURSDAY, SEPTEMBER 4, 2025 / JEUDI LE 4 SEPTEMBRE 2025	
Time / Heure	1:30 PM – 3:55 PM	Duration/Durée: 2.5 hrs
Agenda ~ Ordre du jour	1. Welcome, Opening Remarks / Bienvenue, message d'ouverture J. Samson (Commission Registry / Greffe de la Commission)	13h30 – 13h45
	2. Role of the Commission in DO Decisions – Legal Perspective / Rôle de la Commission dans les décisions des FD – Perspective juridique J. Saric & R. Ringer (Legal Services / Services juridiques) E-doc 7559925 (English) / 7565067 (French)*	13h45 – 14h15
	3. Role of the Commission in DO Decisions – Implementation / Rôle de la Commission dans les décisions des FD – Mise en œuvre T. Panichevska (Commission Registry / Greffe de la Commission) E-doc 7564427 (English) / 7580875 (French)	14h15 – 14h35
	4. Break / Pause	14h35 – 14h45
	5. Commission Decision on DO Order and Licence Revocation / Décision de la Commission concernant l'ordre de FD et la révocation de permis K. Owen-Whitred (DNSR / DRSN). E-doc 7563114 (English) / 7565241 (French)	14h45 – 15h15
	6. Commission Review of an AMP / Révision par la Commission de la SAP P. Burton (DNCFR / DRCIN). E-doc 7563151 (English) / 7565052 (French)	15h15 – 15h45
	7. Wrap up / Sommaire de la journée T. Panichevska (Commission Registry / Greffe de la Commission)	15h45 – 15h55

Certains des participants au forum sont dans le montage ci-dessous, de gauche à droite :



Sylvain Faille, Sarah Eaton, Pascale Bourassa, Cheramy Thirumeny, Rajesh Garg, Dana Pandolfi, Dean Haslip, Patrick Burton, Jasmine Saric, Abdul Alwani, Lucie Désaulniers, Jude Samson, Tetyana Panichevska, Ryan Ringer, Karen Owen-Whitred, Tarek Najem.